

4° Université de Namur: 92.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking voor het academiejaar 2021-2022.

**Art. 3.** De Minister van Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 juni 2021.

De Minister-President,  
P.-Y. JEHOLET

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie, Universitaire  
ziekenhuizen, Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en Promotie van Brussel,  
V. GLATIGNY

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2021/203186]

#### 17 JUIN 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant diverses dispositions relatives au système des quotas d'émission de gaz à effet de serre, pour les installations fixes, dans le cadre de la mise en œuvre de la phase 4

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, articles 3, 4, 5 et 6, remplacés par le décret du 23 janvier 2020, et 10, modifié par les décrets du 21 juin 2012 et du 23 janvier 2020;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 2006 déterminant les modalités de recours devant la commission d'avis instituée par l'article 6, § 3, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 2009 portant nomination du président, des membres, du secrétaire et des secrétaires adjoints de la commission d'avis instituée par l'article 6, § 3, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 relatif à la vérification des déclarations d'émission de gaz à effet de serre;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 relatif à l'allocation des quotas d'émission de gaz à effet de serre à titre gratuit pour les installations fixes;

Considérant le règlement délégué (UE) 2019/331 de la Commission du 19 décembre 2018 définissant des règles transitoires pour l'ensemble de l'Union concernant l'allocation harmonisée de quotas d'émission à titre gratuit conformément à l'article 10 bis de la Directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil;

Considérant le règlement délégué (UE) 2019/1122 de la Commission du 12 mars 2019 complétant la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le fonctionnement du registre de l'Union;

Considérant le règlement d'exécution (UE) 2019/1842 de la Commission du 31 octobre 2019 portant modalités d'application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne des modalités supplémentaires pour les adaptations de l'allocation de quotas d'émission à titre gratuit liées aux variations du niveau d'activité;

Vu le rapport du 10 février 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 69.087/4 du Conseil d'Etat, donné le 21 avril 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Climat;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 relatif à la vérification des déclarations d'émission de gaz à effet de serre

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2/1 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012 relatif à la vérification des déclarations d'émission de gaz à effet de serre, inséré par l'arrêté du 17 juin 2015, est abrogé.

**Art. 2.** L'article 3 du même arrêté est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« L'exploitant envoie sa déclaration vérifiée le 14 mars de chaque année au plus tard.

Par dérogation à l'alinéa 2, l'exploitant envoie la déclaration vérifiée portant sur les émissions de l'année 2020, le 11 mars 2021 au plus tard. ».

**Art. 3.** L'article 5 du même arrêté est abrogé.

**Art. 4.** L'article 9 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 9. Le Ministre qui a le climat dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté. ».

#### CHAPITRE II. — Modification de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 relatif à l'allocation des quotas d'émission de gaz à effet de serre à titre gratuit pour les installations fixes

**Art. 5.** Dans l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 relatif à l'allocation des quotas d'émission de gaz à effet de serre à titre gratuit pour les installations fixes, les mots « l'article 1<sup>er</sup>, paragraphe 14, point f), » sont remplacés par les mots « l'article 1<sup>er</sup>, paragraphes 7 et 14, point f), ».

**Art. 6.** L'article 2 du même arrêté est complété par les 5° à 7° rédigés comme suit :

« 5° le règlement niveau d'activité : le règlement d'exécution (UE) 2019/1842 de la Commission du 31 octobre 2019 portant modalités d'application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne des modalités supplémentaires pour les adaptations de l'allocation de quotas d'émission à titre gratuit liées aux variations du niveau d'activité;

6° le règlement registre : le règlement délégué (UE) 2019/1122 de la Commission du 12 mars 2019 complétant la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le fonctionnement du registre de l'Union;

7° le nouvel entrant : toute installation poursuivant une ou plusieurs activités énumérées à l'annexe 1<sup>ère</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 juin 2006 établissant la liste des installations et activités émettant des gaz à effet de serre visées par le décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, qui a obtenu une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre pour la première fois à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2019 pour la période d'allocation 2021-2025 ou, pour la période d'allocation 2026-2030, à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2024; ».

**Art. 7.** Dans l'article 3 du même arrêté, les mots « pour la période 2021-2025, soit » sont remplacés par les mots « pour la période d'allocation 2021-2025 et, au plus tard, le 31 mai 2024, pour la période d'allocation 2026-2030, soit ».

**Art. 8.** Dans l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les 2° et 3° sont remplacés par ce qui suit :

« 2° sauf s'il a déjà été approuvé par l'Agence, d'un plan méthodologique de surveillance qui a servi de base à la déclaration relative aux données de référence visée au 1<sup>o</sup>;

3° d'un rapport de vérification portant sur la déclaration relative aux données de référence visé au 1<sup>o</sup> et, sauf s'il a déjà été approuvé par l'Agence, sur le plan méthodologique de surveillance visé au 2<sup>o</sup>. ».

**Art. 9.** Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre II/1, comportant l'article 9/1, rédigé comme suit :

« CHAPITRE II/1. — Détermination de l'allocation des nouveaux entrants

Art. 9/1. Le nouvel entrant introduit la demande d'allocation visée à l'article 5 du règlement FAR, auprès de l'Agence.

Pour ce faire, le nouvel entrant introduit auprès de l'Agence, lors des deux premières années suivant la date de début de l'exploitation, la déclaration du niveau d'activité ainsi que le rapport de vérification, pour le 15 février, par dérogation à l'article 14/2.

L'Agence détermine, sur la base du règlement FAR, la quantité de quotas d'émission à allouer à titre gratuit à l'installation de cet exploitant à partir de la date de début de son exploitation normale. L'Agence informe l'exploitant de sa décision, sous réserve de la validation de la Commission européenne et notifie sans délai à la Commission européenne la quantité annuelle de quotas d'émission alloués à titre gratuit à l'exploitant.

L'Agence informe l'exploitant concerné de la décision de la Commission européenne concernant son installation. ».

**Art. 10.** Dans l'article 10, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « pour la période d'allocation 2021-2025 » sont insérés entre les mots « la demande d'allocation » et les mots « n'est pas conforme ».

**Art. 11.** Dans le même arrêté, il est inséré un chapitre IV/1, comportant les sections 1 à 6 et les articles 14/1 à 14/7, rédigé comme suit :

« CHAPITRE IV/1. — Modifications de l'allocation d'une installation en cours de période d'allocation

Section 1. — Généralités

Art. 14/1. Les exploitants informent l'Agence de tout changement relatif à l'exploitation d'une installation ayant une incidence sur l'allocation de cette installation, conformément à l'article 23 du règlement FAR.

Section 2. — Adaptations de l'allocation liées aux variations des niveaux d'activité

Art. 14/2. § 1<sup>er</sup>. Les exploitants introduisent la déclaration du niveau d'activité ainsi que le rapport de vérification visés à l'article 3 du règlement niveau d'activité, auprès de l'Agence, pour le 14 mars de chaque année.

Lorsque le 14 mars est un samedi ou un dimanche, l'échéance est reportée au lundi.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les exploitants introduisent la déclaration du niveau d'activité relative aux données de 2019 et de 2020, pour le 30 juin 2021.

Les exploitants utilisent les modèles électroniques disponibles sur le site internet de l'Agence et informent l'Agence par courrier électronique, lorsque l'ensemble des modèles électroniques sont complétés et soumis.

§ 2. L'Agence évalue la déclaration du niveau d'activité, détermine le niveau d'activité moyen de chaque sous-installation et effectue, le cas échéant, l'adaptation de l'allocation conformément aux articles 3, § 4, 4, 5 et 6 du règlement niveau d'activité.

Lorsque l'Agence constate des inexactitudes dans la déclaration du niveau d'activité, elle demande à l'exploitant de lui transmettre les données complémentaires et de rectifier les inexactitudes et erreurs dans le délai qu'elle fixe. L'Agence vérifie si les déclarations précédentes relatives à la même période d'allocation contiennent également ces inexactitudes et demande, le cas échéant, à l'exploitant d'apporter les corrections nécessaires.

§ 3. En 2021, la délivrance de quotas d'émission à titre gratuit à chaque installation est suspendue jusqu'à ce que l'Agence ait établi sur base de la déclaration du niveau d'activité qu'il n'y a pas lieu d'adapter la quantité de quotas allouée à l'installation concernée, ou jusqu'à ce que la Commission européenne ait adopté une décision conformément à l'article 23, § 4, du règlement FAR en ce qui concerne l'adaptation des quotas alloués à cette installation.

Section 3. — Cessations

Art. 14/3. En cas de cessation d'activité visée à l'article 26 du règlement FAR, l'exploitant informe l'Agence au moins dix jours avant la cessation, sauf force majeure.

L'Agence informe l'administrateur national du registre, conformément à l'article 25 du règlement registre.

L'Agence peut établir, après consultation préalable de l'exploitant et information du Ministre, que l'une des conditions énoncées à l'article 26 du règlement FAR est remplie, bien que l'exploitant de l'installation visée n'ait pas opéré la communication visée à l'article 14/1.

Art. 14/4. L'Agence n'alloue aucun quota à titre gratuit à une installation qui a cessé son activité, à compter de l'année suivant la cessation d'activités.

L'Agence suspend la délivrance des quotas aux installations qui ont interrompu leurs activités tant qu'il n'est pas établi qu'elles vont reprendre ces activités. Si l'installation ne reprend pas ses activités, son allocation est mise à zéro à compter de l'année suivant l'interruption de ses activités.

*Section 4. — Fusions et scissions*

Art. 14/5. Les exploitants fournissent à l'Agence tous les documents relatifs aux installations résultant de fusions ou de scissions, conformément à l'article 25 du règlement FAR.

L'Agence détermine les niveaux d'activité historiques conformément à l'article 25, § 3, du règlement FAR.

*Section 5. — Renonciations*

Art. 14/6. Les exploitants présentent à l'Agence, le cas échéant, une demande de renonciation à l'allocation de quotas à titre gratuit, en application de l'article 24 du règlement FAR.

*Section 6. — Disposition commune*

Art. 14/7. § 1<sup>er</sup>. L'Agence, après avoir analysé les informations pertinentes, informe l'exploitant de sa décision, sous réserve de la validation de la Commission européenne et transmet à la Commission européenne toutes les informations utiles, y compris la quantité annuelle finale révisée de quotas d'émission alloués à titre gratuit à l'installation concernée.

L'Agence informe chaque exploitant concerné de la décision de la Commission européenne concernant son installation.

§ 2. Lorsque l'Agence demande à un exploitant de rendre les quotas reçus en excédent, l'exploitant dispose de trois mois à compter de la notification de l'Agence pour effectuer le transfert des quotas reçus en excédent

L'Agence donne, le cas échéant, à l'administrateur national du registre les instructions visées à l'article 48, § 5, du règlement registre.

§ 3. L'Agence présente au Ministre au plus tard le 30 mai de chaque année, un rapport sur les modifications intervenues dans l'allocation des installations au cours de l'année précédente. Le Ministre soumet le rapport au Gouvernement. ».

*CHAPITRE III. — Abrogations*

**Art. 12.** Sont abrogés :

1° l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 janvier 2006 déterminant les modalités de recours devant la commission d'avis instituée par l'article 6, § 3, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre créant un Fonds wallon Kyoto et relatif aux mécanismes de flexibilité du Protocole de Kyoto, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2012; 2° l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 mai 2009 portant nomination du président, des membres, du secrétaire et des secrétaires adjoints de la commission d'avis instituée par l'article 6, § 3, du décret du 10 novembre 2004 instaurant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> avril 2010.

*CHAPITRE IV. — Dispositions finales*

**Art. 13.** Le Ministre qui a le climat dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juin 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2021/203186]

**17. JUNI 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung verschiedener Bestimmungen in Bezug auf das System der Treibhausgasemissionszertifikaten im Rahmen der Durchführung der Phase 4, was die ortsfesten Anlagen betrifft**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls, Artikel 3, 4, 5 und 6, ersetzt durch das Dekret vom 23. Januar 2020, und Artikel 10, abgeändert durch die Dekrete vom 21. Juni 2012 und 23. Januar 2020;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Einsprüche vor der durch Artikel 6 § 3 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls eingerichteten beratenden Kommission;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Mai 2009 zur Ernennung des Vorsitzenden, der Mitglieder, des Sekretärs und der beigeordneten Sekretäre der durch Artikel 6 § 3 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten eingerichteten beratenden Kommission;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 über die Prüfung von Treibhausgasemissionsberichten;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 über die kostenlose Zuteilung der Treibhausgasemissionszertifikate für die ortsfesten Anlagen;

In Erwägung der delegierten Verordnung (EU) 2019/331 der Kommission vom 19. Dezember 2018 zur Festlegung EU-weiter Übergangsvorschriften zur Harmonisierung der kostenlosen Zuteilung von Emissionszertifikaten gemäß Artikel 10*bis* der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates;

In Erwägung der delegierten Verordnung (EU) 2019/1122 der Kommission vom 12. März 2019 zur Ergänzung der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Funktionsweise des Unionsregisters;

In Erwägung der Durchführungsverordnung (EU) 2019/1842 der Kommission vom 31. Oktober 2019 mit Durchführungsbestimmungen zur Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich weiterer Vorkehrungen für die Anpassung der kostenlosen Zuteilung von Emissionszertifikaten aufgrund von Änderungen der Aktivitätsraten;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 10. Februar 2021;

Aufgrund des am 21. April 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 69.087/4;

Auf Vorschlag des Ministers für Klima;

Nach Beratung,

Beschließt:

*KAPITEL I — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012  
über die Prüfung von Treibhausgasemissionsberichten*

**Artikel 1** - Artikel 2/1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. Dezember 2012 über die Prüfung von Treibhausgasemissionsberichten, eingefügt durch den Erlass vom 17. Juni 2015, wird aufgehoben.

**Art. 2** - Artikel 3 desselben Erlasses wird um zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Der Betreiber sendet seinen geprüften Bericht spätestens am 14. März eines jeden Jahres ab.

In Abweichung von Absatz 2 sendet der Betreiber den geprüften Bericht über die Emissionen des Jahres 2020 spätestens am 11. März 2021 ab.“.

**Art. 3** - Artikel 5 desselben Erlasses wird aufgehoben.

**Art. 4** - Artikel 9 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 9 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Klima gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.“.

*KAPITEL II — Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019  
über die kostenlose Zuteilung der Treibhausgasemissionszertifikate für die ortsfesten Anlagen*

**Art. 5** - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Mai 2019 über die kostenlose Zuteilung der Treibhausgasemissionszertifikate für die ortsfesten Anlagen wird die Wortfolge „der Artikel 1 Paragraph 14 Buchstabe f)“ durch die Wortfolge „der Artikel 1 Paragraphen 7 und 14 Buchstabe f)“ ersetzt.0)

**Art. 6** - Artikel 2 desselben Erlasses wird um die Ziffern 5 bis 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

5° Aktivitätsrate-Verordnung: die Durchführungsverordnung (EU) 2019/1842 der Kommission vom 31. Oktober 2019 mit Durchführungsbestimmungen zur Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates hinsichtlich weiterer Vorkehrungen für die Anpassung der kostenlosen Zuteilung von Emissionszertifikaten aufgrund von Änderungen der Aktivitätsraten;

6° Register-Verordnung: die delegierte Verordnung (EU) 2019/1122 der Kommission vom 12. März 2019 zur Ergänzung der Richtlinie 2003/87/EG des Europäischen Parlaments und des Rates im Hinblick auf die Funktionsweise des Unionsregisters;

7° Neuer Marktteilnehmer: Jede Anlage, die eine oder mehrere Tätigkeiten durchführt, die in Anlage I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Juni 2006 zur Aufstellung der Liste der in dem Dekret vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Protokolls von Kyoto erwähnten Treibhausgas ausstoßenden Anlagen und Tätigkeiten aufgeführt sind, und die eine Genehmigung zur Emission von Treibhausgasen erstmals ab dem 1. Juli 2019 für den Zuteilungszeitraum 2021-2025 oder ab dem 1. Juli 2024 für den Zuteilungszeitraum 2026-2030 erhalten hat“.

**Art. 7** - In Artikel 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge „für die Periode 2021-2025“ durch die Wortfolge „für den Zuteilungszeitraum 2021-2025 und spätestens bis zum 31. Mai 2024 für den Zuteilungszeitraum 2026-2030“ ersetzt.

**Art. 8** - In Artikel 4 Absatz 1 desselben Erlasses werden die Ziffern 2 und 3 durch Folgendes ersetzt:

2° ein methodischer Überwachungsplan, der der unter Ziffer 1 erwähnten Erklärung bezüglich der Bezugsdaten als Grundlage gedient hat, es sei denn, dieser Plan ist von der Agentur bereits genehmigt worden;

3° ein Prüfbericht, der sich auf die unter Ziffer 1 erwähnte Erklärung bezüglich der Bezugsdaten und auf den unter Ziffer 2 erwähnten methodischen Überwachungsplan bezieht, es sei denn, dieser Plan ist von der Agentur bereits genehmigt worden.“.

**Art. 9** - In denselben Erlass wird ein Kapitel II/1 mit dem wie folgt lautenden Artikel 9/1 eingefügt:

*„KAPITEL II/1 — Bestimmung der Zuteilung an die neuen Marktteilnehmer*

Art. 9/1 - Der neue Marktteilnehmer reicht den in Artikel 5 der FAR-Verordnung erwähnten Antrag auf Zuteilung bei der Agentur ein.

Zu diesem Zweck reicht abweichend von Artikel 14/2 der neue Marktteilnehmer während der ersten zwei Jahre nach dem Datum der Betriebsaufnahme den Bericht über die Aktivitätsrate sowie den Prüfbericht bis zum 15. Februar bei der Agentur ein.

Die Agentur bestimmt auf der Grundlage der FAR-Verordnung die Menge Emissionszertifikate, die für die Anlage dieses Betreibers ab dem Datum ihrer Betriebsaufnahme unter normalen Bedingungen kostenlos zuzuteilen sind. Die Agentur informiert unter Vorbehalt der Validierung durch die Europäische Kommission den Betreiber über ihren Beschluss und notifiziert der Europäischen Kommission unverzüglich die jährliche Menge der Emissionszertifikate, die dem Betreiber kostenlos zugeteilt werden.

Die Agentur informiert den betroffenen Betreiber über die Entscheidung der Europäischen Kommission bezüglich seiner Anlage.“

**Art. 10** - In Artikel 10 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge "für den Zuteilungszeitraum 2021-2025" zwischen "Antrag auf Zuteilung" und "beigefügte methodische Überwachungsplan" eingefügt.

**Art. 11** - In denselben Erlass wird ein Kapitel IV/1, das die Abschnitte 1 bis 6 und die Artikel 14/1 bis 14/7 umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

*"KAPITEL IV/1 — Änderungen der Zuteilung für eine Anlage im Laufe eines Zuteilungszeitraums*

*Abschnitt 1. — Allgemeines*

Art. 14/1 - Die Betreiber teilen gemäß Artikel 23 der FAR-Verordnung der Agentur jede Änderung des Betriebs einer Anlage mit, die sich auf die Zuteilung für diese Anlage auswirkt.

*Abschnitt 2 — Anpassungen der Zuteilung aufgrund von Änderungen der Aktivitätsraten*

Art. 14/2 - § 1. Die Betreiber reichen spätestens bis zum 14. März eines jeden Jahres den Bericht über die Aktivitätsrate und den Prüfbericht nach Artikel 3 der Aktivitätsrate-Verordnung bei der Agentur ein.

Fällt der 14. März auf einen Samstag oder einen Sonntag, so wird das Fälligkeitsdatum auf den Montag verschoben.

In Abweichung von Absatz 1 reichen die Betreiber den Bericht über die Aktivitätsrate in Bezug auf die Daten aus den Jahren 2019 und 2020 bis zum 30. Juni 2021 ein.

Die Betreiber verwenden die auf der Webseite der Agentur verfügbaren elektronischen Vorlagen und informieren die Agentur per E-Mail, wenn die gesamten elektronischen Vorlagen ausgefüllt und unterbreitet werden.

§ 2. Die Agentur beurteilt den Bericht über die Aktivitätsrate, bestimmt die durchschnittliche Aktivitätsrate jeder Teilanlage und nimmt gegebenenfalls gemäß den Artikeln 3 § 4, 4, 5 und 6 der Aktivitätsrate-Verordnung die Anpassung der Zuteilung vor.

Wenn die Agentur Falschangaben im Bericht über die Aktivitätsrate feststellt, bittet sie den Betreiber, innerhalb der von ihr festgesetzten Frist ihr die zusätzlichen Daten zu übermitteln und die Falschangaben und Fehler zu berichtigen. Die Agentur prüft, ob die vorhergehenden Berichte in Bezug auf denselben Zuteilungszeitraum diese Falschangaben ebenfalls enthalten, und bittet gegebenenfalls den Betreiber, die notwendigen Berichtigungen vorzunehmen.

§ 3. Im Jahre 2021 wird die Vergabe von kostenlosen Emissionszertifikaten für jede Anlage so lange ausgesetzt, bis die Agentur sich auf der Grundlage des Berichts über die Aktivitätsrate davon überzeugt hat, dass die Zuteilung für diese Anlage nicht angepasst werden muss oder bis die Kommission gemäß Artikel 23 § 4 der FAR-Verordnung einen Beschluss über die Anpassungen der Zuteilung für diese Anlage erlassen hat

*Abschnitt 3 — Einstellungen*

Art. 14/3 - Außer bei höherer Gewalt setzt der Betreiber im Falle einer Betriebseinstellung nach Artikel 26 der FAR-Verordnung mindestens zehn Tage vor der Einstellung die Agentur davon in Kenntnis.

Die Agentur benachrichtigt gemäß Artikel 25 der Register-Verordnung den nationalen Verwalter des Registers.

Die Agentur kann nach vorheriger Befragung des Betreibers und Unterrichtung des Ministers davon ausgehen, dass eine der in Artikel 26 der FAR-Verordnung erfüllt ist, obwohl der Betreiber der betroffenen Anlage die in Artikel 14/1 erwähnte Mitteilung nicht vorgenommen hat.

Art. 14/4 - Die Agentur teilt für eine Anlage, die ihren Betrieb eingestellt hat, ab dem Jahr nach der Betriebseinstellung keine Zertifikate kostenlos zu.

Die Agentur setzt die Vergabe von Zertifikaten für Anlagen aus, die ihren Betrieb eingestellt haben, solange nicht feststeht, ob sie ihren Betrieb wieder aufnehmen werden. Wenn die Anlage ihren Betrieb nicht wieder aufnimmt, wird die Zuteilung für diese Anlage ab dem Jahr nach der Betriebseinstellung auf Null gesetzt.

*Abschnitt 4 — Fusionen und Spaltungen*

Art. 14/5 - Die Betreiber übermitteln gemäß Artikel 25 der FAR-Verordnung der Agentur die gesamten Dokumente in Bezug auf die Anlagen, die aus Fusionen oder Spaltungen entstanden sind.

Die Agentur bestimmt gemäß Artikel 25 § 3 der FAR-Verordnung die historischen Aktivitätsraten.

*Abschnitt 5 — Verzicht*

Art. 14/6 - In Anwendung von Artikel 24 der FAR-Verordnung reichen die Betreiber bei der Agentur gegebenenfalls einen Antrag auf Verzicht auf die kostenlose Zuteilung von Zertifikaten ein.

*Abschnitt 6 — Gemeinsame Bestimmung*

Art. 14/7 - § 1. Nachdem die Agentur die relevanten Informationen analysiert hat, informiert sie unter Vorbehalt der Validierung durch die Europäische Kommission den Betreiber über ihren Beschluss und übermittelt der Europäischen Kommission alle nützlichen Informationen einschließlich der revidierten endgültigen Jahresmenge der Emissionszertifikate, die für die betroffene Anlage kostenlos zugeteilt werden.

Die Agentur informiert jeden betroffenen Betreiber über die Entscheidung der Europäischen Kommission bezüglich seiner Anlage.

§ 2. Wenn die Agentur von einem Betreiber verlangt, die zu viel zugeteilten Zertifikate zurückzugeben, verfügt der Betreiber über drei Monate ab der Notifizierung durch die Agentur, um die zu viel zugeteilten Zertifikate rückzübertragen.

Gegebenenfalls erteilt die Agentur dem nationalen Verwalter des Registers die in Artikel 48 § 5 der Register-Verordnung erwähnten Anweisungen.

§ 3. Die Agentur legt dem Minister spätestens am 30. Mai eines jeden Jahres einen Bericht über die im Laufe des vorhergehenden Jahres bei der Zuteilung für die Anlagen eingetretenen Änderungen vor. Der Minister unterbreitet der Regierung diesen Bericht.“

*KAPITEL III — Aufhebungen*

**Art. 12** - Es werden aufgehoben:

1° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Januar 2006 zur Festlegung der Modalitäten für die Einsprüche vor der durch Artikel 6 § 3 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten, zur Einrichtung eines wallonischen Kyoto-Fonds und über die Flexibilitätsmechanismen des Kyoto-Protokolls eingerichteten beratenden Kommission in seiner durch den Erlass der Wallonischen

Regierung vom 13. Dezember 2012 abgeänderten Fassung; 2° der Erlass der Wallonischen Regierung vom 14. Mai 2009 zur Ernennung des Vorsitzenden, der Mitglieder, des Sekretärs und der beigeordneten Sekretäre der durch Artikel 6 § 3 des Dekrets vom 10. November 2004 zur Einführung eines Systems für den Handel mit Treibhausgasemissionszertifikaten eingerichteten beratenden Kommission in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 1. April 2010 abgeänderten Fassung.

#### KAPITEL IV — *Schlussbestimmungen*

**Art. 13** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Klima gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juni 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

#### VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2021/203186]

**17 JUNI 2021. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van verscheidene bepalingen betreffende het quotasysteem voor de emissie van broeikasgassen voor vaste installaties in het kader van de uitvoering van fase 4**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, artikelen 3, 4, 5 en 6 vervangen door het decreet van 23 januari 2020, en 10, gewijzigd bij de decreten van 21 juni 2012 en 23 januari 2020;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 2006 tot bepaling van de modaliteiten voor het instellen van een beroep bij de adviescommissie voorzien bij artikel 6, § 3, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2009 tot benoeming van de voorzitter, de leden, de secretaris en de adjunct-secretarissen van de adviescommissie ingesteld bij artikel 6, § 3, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 betreffende de verificatie van de rapportage van de broeikasgasemissies;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 betreffende de toewijzing van kosteloze broeikasgasemissierechten voor vaste installaties;

Gelet op Gedelegeerde Verordening (EU) 2019/331 van de Commissie van 19 december 2018 tot vaststelling van een voor de hele Unie geldende overgangsregeling voor de geharmoniseerde kosteloze toewijzing van emissierechten overeenkomstig artikel 10 bis van Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad;

Gelet op gedelegeerde verordening (EU) 2019/1122 van de commissie van 12 maart 2019;

Gelet op Uitvoeringsverordening (EU) 2019/1842 van de Commissie van 31 oktober 2019 tot vaststelling van bepalingen ter uitvoering van Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad wat de verdere regelingen voor de aanpassingen van de kosteloze toewijzing van emissierechten als gevolg van veranderingen in het activiteitsniveau betreft;

Gelet op het rapport van 10 februari 2021 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr. 69.087/4 van de Raad van State, gegeven op 21 april 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Klimaat;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 betreffende de verificatie van de rapportage van de broeikasgasemissies*

**Artikel 1.** Artikel 2/1 van het besluit van de Waalse Regering van 13 december 2012 betreffende de verificatie van de rapportage van de broeikasgasemissies, ingevoegd bij het besluit van 17 juni 2015, wordt opgeheven.

**Art. 2.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de twee volgende leden :

"De exploitant verstuurt zijn geverifieerde rapportage uiterlijk elk jaar op 14 maart.

In afwijking van lid 2 verstuurt de exploitant de geverifieerde rapportage met betrekking tot de emissies van het jaar 2020 uiterlijk op 11 maart 2021."

**Art. 3.** Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 4.** Artikel 9 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt:

“Art. 9. De Minister bevoegd voor klimaat is belast met de uitvoering van dit besluit.”.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 betreffende de toewijzing van kosteloze broeikasgasemissierechten voor vaste installaties*

**Art. 5.** In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 betreffende de toewijzing van kosteloze broeikasgasemissierechten voor vaste installaties worden de woorden “artikel 1, paragraaf 14, f),” vervangen door de woorden “artikel 1, paragrafen 7 en 14, punt f),”.

**Art. 6.** Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met punten 5° tot 7°, luidend als volgt:

5° verordening activiteitsniveau: Uitvoeringsverordening (EU) 2019/1842 van de Commissie van 31 oktober 2019 tot vaststelling van bepalingen ter uitvoering van Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad wat de verdere regelingen voor de aanpassingen van de kosteloze toewijzing van emissierechten als gevolg van veranderingen in het activiteitsniveau betreft;

6° verordening EU-register : Gedelegeerde Verordening (EU) 2019/1122 van de Commissie van 12 maart 2019 tot aanvulling van Richtlijn 2003/87/EG van het Europees Parlement en de Raad betreffende de werking van het EU-register;

7° nieuwkomer: iedere installatie die één of meerdere activiteiten vervolgt vernoemd in bijlage I bij het besluit van de Waalse Regering van 22 juni 2006 tot opstelling van de lijst van de broeikasgasuitstotende installaties en activiteiten bedoeld in het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een “Fonds wallon Kyoto” (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, die de toelating heeft verkregen om broeikasgassen voor het eerst uit te stoten vanaf 1 juli 2019 voor de toewijzingsperiode 2021-2025 of, voor de toewijzingsperiode 2026-2030, vanaf 1 juli 2024;”.

**Art. 7.** In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden “voor de periode 2021-2025” vervangen door de woorden “voor de toewijzingsperiode 2021-2025 en uiterlijk op 31 mei voor de toewijzingsperiode 2026-2030,”.

**Art. 8.** In artikel 4, lid 1, van hetzelfde besluit worden het eerste en het tweede lid vervangen als volgt :

2° behalve als dit reeds goedgekeurd is door het Agentschap, een monitoringsmethodiekplan dat als grondslag heeft gediend voor het verslag betreffende de referentiegegevens bedoeld onder 1°;

3° een verificatieverslag over het verslag betreffende de referentiegegevens bedoeld in 1° en, behalve als dit reeds goedgekeurd is door het Agentschap, over het monitoringmethodiekplan bedoeld in 2°.”.

**Art. 9.** In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk II/1, bevattende artikel 9/1, ingevoegd, luidend als volgt:

“HOOFDSTUK II/1. — *Bepaling van de toewijzing van de nieuwkomers*

Art. 9/1. De nieuwkomer dient de toewijzingsaanvraag bedoeld in artikel 5 van de FAR-verordening bij het Agentschap in.

Daarvoor dient de nieuwkomer, tijdens de eerste twee jaren volgend op de datum van de aanvang van de exploitatie, in afwijking van artikel 14/2, tegen 15 februari, het verslag van het activiteitsniveau bij het Agentschap in, samen met het verificatieverslag.

Het Agentschap bepaalt, op grond van de FAR-verordening, de hoeveelheid emissiequota die kosteloos aan de installatie van die exploitant toe te wijzen zijn vanaf de aanvangsdatum van zijn normale exploitatie. Het Agentschap licht de exploitant, onder voorbehoud van de validering door de Europese Commissie, over zijn beslissing in en geeft onverwijld kennis aan de Europese Commissie van de jaarlijkse hoeveelheid emissierechten die kosteloos aan de exploitant worden toegewezen.

Het Agentschap licht elke betrokken exploitant in over de beslissing van de Europese Commissie betreffende zijn installatie.

**Art. 10.** In artikel 10, lid 1, van hetzelfde besluit worden de woorden “voor de toewijzingsperiode 2021-2025” ingevoegd tussen de woorden “van de toewijzingsaanvraag” en het woord “niet”.

**Art. 11.** 11. In hetzelfde besluit wordt een hoofdstuk IV/1, bevattende afdelingen 1 tot 6 en artikel 14/1 tot 14/7, ingevoegd, luidend als volgt:

“HOOFDSTUK IV/1. — *Wijzingen in de toewijzing van een installatie tijdens een toewijzingsperiode*

*Afdeling 1 — Algemeen*

Art. 14/1. De exploitanten lichten het Agentschap, overeenkomstig artikel 23 van de FAR-verordening, over iedere verandering in, betreffende de exploitatie van een installatie die van invloed zou zijn op de toewijzing van deze installatie.

*Afdeling 2 — Aanpassingen van de toewijzing verbonden aan de schommelingen in de activiteitsniveaus*

Art. 14/2. § 1. De exploitanten dienen het activiteitsniveauverslag alsmede het verificatieverslag als bedoeld in artikel 3 van de verordening activiteitsniveau tegen jaarlijks 14 maart bij het Agentschap in.

Wanneer 14 maart op een zaterdag of zondag valt, valt de vervaltermijn op de maandag daarna.

In afwijking van lid 1 dienen de exploitanten het activiteitsniveauverslag betreffende de gegevens voor 2019 en 2020 tegen 30 juni 2021 in.

De exploitanten maken gebruik van de elektronische modellen, beschikbaar op de website van het Agentschap, en lichten het Agentschap per e-mail in wanneer de gezamenlijke elektronische modellen ingevuld en ingediend zijn.

§ 2. Het Agentschap beoordeelt het activiteitsniveauverslag, bepaalt het gemiddeld activiteitsniveau van elke subinstallatie en voert, in voorkomend geval, de aanpassing van de toewijzing door overeenkomstig de artikelen 3, § 4, 4, 5 en 6 van de verordening activiteitsniveau.

Wanneer het Agentschap onjuistheden vaststelt in het activiteitsniveauverslag, wordt de exploitant verzocht het Agentschap de aanvullende gegevens over te maken en de onjuistheden en fouten in de door het Agentschap vastgestelde termijn recht te zetten. Het Agentschap gaat na of de voorafgaande verslagen, met betrekking tot dezelfde toewijzingsperiode, eveneens die onjuistheden bevatten en vraagt in voorkomend geval dat de exploitant de nodige correcties doorvoert.

§ 3. In 2021 wordt het verstrekken van kosteloze emissierechten voor elke installatie opgeschort totdat het Agentschap op grond van het activiteitsniveauverslag vastgesteld heeft dat de hoeveelheid emissierechten, toegewezen aan de betrokken installatie, niet hoeft te worden aangepast of totdat de Europese Commissie aan beslissing heeft aangenomen overeenkomstig artikel 23, § 4, van de FAR-verordening wat betreft de aanpassing ervan toegewezen aan deze installatie.

#### *Afdeling 3 — Staking van de activiteit*

Art. 14/3. Bij het staken van een activiteit als bedoeld in artikel 26 van de FAR-verordening licht de exploitant het Agentschap minstens tien dagen voor het staken ervan in, behoudens overmacht.

Het Agentschap licht de nationale registeradministrateur in overeenkomstig artikel 25 van de registerverordening.

Het Agentschap kan na voorafgaandelijke raadpleging van de exploitant en informatie aan de Minister vaststellen dat één van de voorwaarden vernoemd in artikel 26 van de FAR-verordening vervuld is hoewel de exploitant van de bedoelde installatie de informatie als bedoeld in artikel 14/1 niet heeft verstrekt.

Art. 14/4. Het Agentschap wijst geen enkele kosteloze quota toe voor een installatie die haar activiteit heeft gestaakt, te rekenen van het jaar volgend op het staken van de activiteit.

Het Agentschap schort de afgifte van de emissierechten aan de installaties die hun activiteiten onderbroken hebben op zolang niet vaststaat dat ze hun activiteiten gaan heropstarten. Als de installatie haar activiteiten niet heropstart, wordt haar toewijzing tot nul teruggebracht te rekenen van het jaar volgend op het onderbreken van haar activiteiten.

#### *Afdeling 4 — Fusies en splitsingen*

Art. 14/5. De exploitanten verstrekken het Agentschap, overeenkomstig artikel 25 van de FAR-verordening, alle documenten betreffende de installaties, voortvloeiende uit fusies of splitsingen.

Het Agentschap bepaalt de historische activiteitsniveaus overeenkomstig artikel 25, § 3, van de FAR-verordening.

#### *Afdeling 5 — Afzien van de kosteloze quotatoewijzing*

Art. 14/6. De exploitanten dienen, in voorkomend geval, bij het Agentschap een aanvraag in om van de toewijzing van kosteloze quota's af te zien overeenkomstig artikel 24 van de FAR-verordening.

#### *Afdeling 6 — Gemeenschappelijke bepaling*

Art. 14/7. § 1. Na de relevante informatie te hebben onderzocht, licht het Agentschap de exploitant over zijn beslissing in onder voorbehoud van validering door de Europese Commissie en maakt de Europese Commissie iedere nuttige informatie over, met inbegrip van de jaarlijkse herziene eindhoeveelheid kosteloos aan de betrokken installatie toegewezen emissiequota's.

Het Agentschap licht elke betrokken exploitant in over de beslissing van de Europese Commissie betreffende zijn installatie.

§ 2. Wanneer het Agentschap een exploitant verzoekt om de in overtal gekregen emissierechten terug te geven, beschikt de exploitant over drie maanden te rekenen van de kennisgeving van het Agentschap om de in overtal gekregen emissierechten terug te geven.

In voorkomend geval verstrekt het Agentschap aan de nationale registeradministrateur de instructies als bedoeld in artikel 48, § 5, van de registerverordening.

§ 3. Het Agentschap legt de Minister uiterlijk jaarlijks op 30 mei een verslag over betreffende de wijzigingen doorgevoerd in de toewijzing van de installaties in de loop van het voorafgaande jaar. De Minister legt het verslag aan de Regering voor."

### HOOFDSTUK III. — *Opheffingen*

**Art. 12.** Opgeheven worden:

1° het besluit van de Waalse Regering van 12 januari 2006 tot bepaling van de modaliteiten voor het instellen van een beroep bij de adviescommissie voorzien bij artikel 6, § 3, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, tot oprichting van een "Fonds wallon Kyoto" (Waals Kyotofonds) en betreffende de flexibiliteitsmechanismen van het Protocol van Kyoto, gewijzigd bij het besluit van 13 december 2012; 2° het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2009 tot benoeming van de voorzitter, de leden, de secretaris en de adjunct-secretarissen van de adviescommissie ingesteld bij artikel 6, § 3, van het decreet van 10 november 2004 tot invoering van een regeling voor de handel in broeikasgasemissierechten, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 1 april 2010.

### HOOFDSTUK IV. — *Slopbepalingen*

**Art. 13.** De Minister bevoegd voor klimaat is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juni 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie en Mobiliteit,  
Ph. HENRY